

La crise sanitaire et l'anesthésie politique

La pandémie actuelle est une priorité absolue, elle implique, comme l'a dit le président de la République, une mobilisation de tous, et donc l'unité nationale face au fléau. Conséquence: tout ce qui nous divise, et anime notre vie politique, est comme mis sous cloche, en dehors d'éventuelles critiques, nécessairement prudentes et limitées, sur la gestion de la crise.

Cette anesthésie est aussi une amnésie, qui fonctionne en temps réel ou presque. Nous ne considérons pas le passé, y compris le plus proche, nous vivons dans l'actualité et l'obsession du lendemain sanitaire, sauf, ce qui est le moins en moins fréquent, à verser dans l'inconséquence et l'irresponsabilité. Le « présentisme » dont parlent les historiens est ici poussé à l'extrême.

Durant plusieurs semaines, la crise sanitaire a été minimisée

Que fait-on, par exemple, des résultats du premier tour des élections municipales, qui mériteraient un minimum d'attention : résilience imprévue des partis classiques, et notamment du Parti socialiste, poussée des écologistes, revers majeur pour la majorité?

De tous côtés, on s'inquiète de la pénurie de masques: quelles en sont les sources?

Le système de santé publique, objet de contestations considérables depuis plusieurs mois, est sur le point d'être débordé, mais l'essentiel des discours de nos responsables consiste à saluer, à juste titre il est vrai, la vaillance et le dévouement de ses personnels: ce n'est pas apparemment le moment de s'interroger sur les politiques publiques, ou l'absence de politiques publiques qui ont conduit à cette situation.

Le pouvoir est maintenant sur le pied de guerre, et les mesures qu'il met en œuvre se rapprochent d'expériences étrangères.

Mais durant plusieurs semaines, la crise sanitaire a été minimisée, et une arrogance bien française donnait à penser que notre pays connaîtrait un sort bien meilleur que celui de la Chine ou de l'Italie : nous voyons aujourd'hui que le régime chinois, tout totalitaire qu'il soit, a su prendre les décisions énergiques qu'il fallait, et l'Italie, si souvent dépeinte comme non sérieuse et inorganisée, devient un modèle.

Projetons-nous vers le passé et vers le futur

Nous sommes tout autant incapables de nous projeter sérieusement vers le futur. Le chef de l'État nous annonce une vision qui, après la crise, sera totalement neuve, une rupture. Nous venons de connaître deux ans d'une politique favorable au marché, plutôt née-libérale, et en même temps technocratique, de réformes sévères socialement (l'assurance-chômage) ou mal préparées (retraites), de mépris des corps intermédiaires, de mesures fiscales et de décisions budgétaires qui coûtaient paraît-il « un pognon de dingue », voici qu'il est possible, et incontournable de trouver 300 milliards pour affronter la crise dans ses dimensions économiques et sociales. Que la réforme sur les retraites est suspendue. Que les chefs de parti sont consultés.

Le Président laisse maintenant entendre qu'il se prépare à basculer à gauche, après avoir développé une politique droitière, « **inégalitaire** » et « **darwinienne** », comme disait, il y a peu, le président du CNRS, Antoine Petit, à propos de la loi de programmation de la recherche à venir. Tout ceci ne mérite-t-il pas analyse et réflexion critique?

Oui, l'action face à la pandémie est une priorité absolue, et il serait irresponsable de ne pas accompagner nos responsables dans ce combat vital. Mais puisque le chef de l'État lui-même nous invite à meubler notre confinement en nous cultivant et en lisant, et donc en prenant quelque distance par rapport à notre expérience quotidienne, profitons-en. Projetons-nous vers le passé et vers le futur, mobilisons à bon escient notre esprit critique: ne nous laissons pas anesthésier.